

Par LUC PEILLON

«C'est à la mesure de son village que la mesure du pain, jusqu'à ce que la mesure dans la terre.» Ainsi Dieu condamne-t-il l'homme à travailler, après qu'Adam et Ève eurent mangé dans le fruit défendu dans le jardin d'Éden. Plus tard, dans la Bible, on trouve la même idée : si l'homme ne travaille pas, il mourra. Et si cette sentence biblique, que les évangélistes ont transformée en un boulet pour nombre d'entre eux, paraît blâmer l'oisiveté, il n'y a pas d'étape de nos sociétés d'abondance où l'on ne se soit demandé si la possibilité donnée à chacun de choisir de travailler « ou pas », tout en étant rémunéré.

Contre toute attente, ce thème social s'est imposé, à gauche, dans le débat présidentiel. Porté par Benoît Hamon, la proposition du revenu universel, que l'ex-ministre de l'Économie sociale et solidaire propose d'accorder à tous à tout âge et sans condition de revenu, est devenue l'un des thèmes sur lesquels s'opposent les candidats de la primaire à gauche.

D'un montant de 750 euros par mois, la mesure est en effet jugée beaucoup trop coûteuse par ses détracteurs : elle coûterait 300 milliards d'euros aux finances publiques, soit 15% du PIB. « Faire le revenu universel, ce serait augmenter les impôts de 50% », s'insurgeait Arnaud Montebourg, mardi, dans les colonnes de Libération. Quant à l'effet sur le travail, 300 milliards correspondent plutôt à une hausse de 30% des prélèvements. Ce qui est déjà beaucoup.

Outre son coût, les opposants au revenu universel attaquent la mesure sur un autre terrain, celui de la « valeur du travail ». « Je suis pour une société du travail, de la solidarité, je ne suis pas pour une société de facilité ou de facilitisme », tacle-t-il, mardi sur France Info, Manuel Valls, qui propose, lui, un « revenu décent », ouvert aux jeunes mais réservé aux plus démunis.

« J'ai le sentiment, pour l'instant, que le fait d'avoir une insertion sociale, de ne pas être le soutien, d'être reconnu, c'est quand même une richesse », réagit pour sa part Vincent Peillon, mercredi, lors de sa confrontation à la rédaction de Libé.

«CHIEF DE FAMILLE»

Tous d'accord sur le revenu universel ? Les conséquences d'une telle mesure, difficiles à déterminer, sont évidemment un peu plus subtiles. Il faut pour cela se pencher sur les « tests » expérimentaux menés dans le monde, et sur les enseignements, tout aussi poreux, qu'en ont tirés. Les principales expérimentations ont été réalisées sur le continent nord-américain, à la fin des années 60 (lire page 3). Aux États-

Revenu universel : une idée qui travaille la gauche

La mesure phare de Benoît Hamon, abordée lors du premier débat de la primaire, jeudi soir, catalyse les critiques de ses concurrents, qui l'accusent de favoriser l'assistanat. Des études, notamment aux États-Unis et au Canada, montrent que les dérives sont marginales.

ANALYSE

LIBÉ.PE

Retrouvez sur Libération.fr nos analyses et décryptages du premier débat de la primaire à gauche de jeudi soir.

Unis, quatre programmes ont été menés entre 1968 et 2002, dans le New Jersey, en Pennsylvanie, en Caroline du Nord, ou encore à Seattle. Problème : « Les expérimentations conduites n'ont pu donner lieu à une évaluation scientifique complète de leur effet », les programmes de recherche n'ayant pu être menés dans les conditions satisfaisantes d'un financement satisfaisant, prévient un récent rapport sénatorial sur le sujet (2). Quelques données, cependant, ont pu être collectées, qui donnent un aperçu des comportements des bénéficiaires par rapport au marché du travail. Il est clair que, dans ces deux groupes sociaux, se sont créés, de façon plus ou moins partielle, de l'emploi, les femmes mariées et les jeunes. Ainsi, pour le « chef de famille », qui a en général les horaires de travail les plus lourds, rappelle les auteurs

du rapport, la baisse des heures travaillées s'est révélée être inférieure à 5%. Soit un niveau assez faible. En revanche, la diminution a été plus importante pour le conjoint, surtout si elle était jusqu'à 20% suivant les expérimentations. Mais a été compensée par une hausse parallèle des richesses ménagères ou familiales. « Les mères de famille utilisant le « revenu garanti » pour « acheter » d'autres biens de consommation plus longs », explique au Mouvement français pour un revenu de base l'économiste canadienne Evelyn Forget, qui a travaillé sur des expériences effectuées dans l'état du Manitoba, et dont les résultats sont similaires aux études américaines. Pour les adolescents, enfin, en particulier de sexe masculin, « la diminution des heures travaillées (traduit) vraisemblablement un allongement de la durée de leurs tra-

Une expérience pourrait prendre la forme d'un crédit de cinq ans de revenu universel déblocable à tout moment.

vaux avant l'exercice d'une première activité professionnelle », note le rapport du Sénat. Avec, semble-t-il, une hausse de la réussite scolaire, notamment dans les expériences canadiennes. Bref, ces résultats, certes fragiles et incertains, sont loin de dévaliser une société du revenu garanti. Le revenu garanti a bien des conséquences de retrait du marché du travail, mais pour certains caté-

gories sociales seulement, et non pas pour se la rendre douce, mais pour effectuer une autre forme de travail, ménager ou scolaire.

«ENCOURAGEMENT»

Une tendance que confirme le chercheur du Centre d'études de l'emploi et du travail François Sarlet, qui a étudié la « garantie jeunes », dispositif lancé en 2013 qui accorde aux personnes inscrites dans ce programme d'insertion une allocation de 440 euros mensuels. « Cette somme agit comme un fort encouragement à chercher un travail », explique François Sarlet. Il y a une forte corrélation, avec cet accompagnement, notamment financier, à l'insertion dans la société. C'est tout sauf « l'indécision ». Car ces débats d'une loi finissent minorés de gens, le travail reste le principal impératif social, la voie d'accès à la citoyenneté », dit

page 3) C'est dans cette optique que le sénateur PS Daniel Percheron souhaite, d'ici février, faire adopter par le Sénat l'idée d'expérimentation sous diverses formes le revenu universel. « Il s'agit au nom de la valeur travail que nous proposons cette expérience, notre objectif est bien d'augmenter le taux d'emploi, et non l'inverse », explique-t-il. L'une des expérimentations pourrait prendre la forme d'un crédit de cinq ans de revenu universel inscrit sur un compte et déblocable à tout moment de la vie par le bénéficiaire. Car pour Percheron, c'est sûr, le revenu universel préfigure « la sécurité sociale professionnelle, qui arrive, elle ne tardera pas à la révolution industrielle en cours. »

(2) À lire sur Libé.fr : « L'avis de la Commission des affaires sociales du Sénat sur le projet de loi relatif à la garantie de base en France », de l'attribution à l'expérimentation, Sénat, octobre.

ILS SONT CONTRE



VINCENT PEILLON

«Le revenu universel est un beau débat mais je suis contre. Pour avoir eu un père chômeur, le travail n'est pas secondaire. Et 700 euros, ce n'est pas décent. Je suis effondré quand les gens sont loin de l'emploi.» (Mardi à Libé)



ARNAUD MONTEBOURG

«Cela coûterait, selon les chiffres de ceux qui en font la promotion, 400 milliards d'euros, soit un quart du PIB. Dans ce cas, il va falloir augmenter de 50% tous les impôts des Français. Je ne sais pas comment on fait.» (Mardi à Libé)



EMMANUEL MACRON

«Nous ne renouons pas cette piste. C'est déjà très difficile à chiffrer, et c'est admettre l'idée qu'il faut s'installer dans le financement durable d'un chômage de longue durée.» (Richard Ferrand, secrétaire général d'En marche sur i-Télé)



JEAN-LUC MELENCHON

«Les revenus décent ou universel sont sous le seul de pauvreté, l'allocation aux adultes handicapés et le minimum vieillesse. Cela ne permet pas de vivre [...] et ça menace les actuels allocations de minima sociaux.» (dans le Monde)

ILS SONT POUR



BENOÎT HAMON

«Si le revenu universel est un moyen de se libérer d'un temps de travail où l'on ne s'épanouit pas, c'est un progrès.»



YANNICK JADOT

«Le candidat EELV veut assurer à tout le monde un revenu d'existence qu'il appelle «revenu de base». A priori, ça fait penser au revenu universel puisque tout le monde serait concerné. Mais les contours de son dispositif demeurent flous. Jadot indique qu'il serait défini lors d'une conférence de consensus et d'un débat national. En attendant, il veut ouvrir le RSA aux 18-25 ans qui en sont exclus.»



MANUEL VALLS

«L'ancien Premier ministre réclame la création d'un revenu universel pour tous et sans conditions car son coût est astronomique (300 milliards, selon lui), et il estime qu'il faut «stopper l'ère du travail pauvre». Valls défend la mise en place d'un «revenu décent» attribué sous conditions de ressources à partir de 18 ans, résultat de la fusion de la dizaine de minima sociaux existants (RSA, minimum vieillesse, allocation handicapés...).»

«Si le revenu universel est un moyen de se libérer d'un temps de travail où l'on ne s'épanouit pas, c'est un progrès.»

«La question n'est pas celle des minima, il faut changer la place du travail et reconnaître l'utilité sociale de chacun.»

«Je crois que l'idée d'un minimum décent est plus claire qu'un revenu universel.»



Il y a six mois, France Stratégie chiffrait le nombre d'emplois français menacés par la robotique à 3,4 millions. ILLUSTRATION: STEPHEN HENNESSY

Raréfaction du travail, une menace fantôme?

Benoît Hamon légitime sa mesure de revenu universel en invoquant la disparition des emplois. Les économistes ne sont pas tous de cet avis.

Dans les magazines, chacun, ce sont des valeurs automatiques qui pourraient faire disparaître 2000 emplois en trois ans, selon la CFEI du groupe, qui invite les salariés à protester et à mener des actions de désobéissance civile, à la fois, au travail et en dehors. Mais, c'est un effet qui fait le ménage dans une gare. Un autre qui fabrique des robots, sont les repas ou réaliser une opération chirurgicale. On parle de la disparition de l'emploi, mais on ne parle pas de la disparition de l'emploi. En 2013, une étude de deux chercheurs d'Orléans estimait que près

de la moitié des emplois américains étaient menacés. Il y a six mois, France Stratégie chiffrait à 3,4 millions le nombre d'emplois français en péril. Dans un rapport publié jeudi, le Conseil d'orientation pour l'emploi (COE), plus prudent, estime, lui, que «moins de 10%» des emplois ont «un indice d'automatisation élevé» et sont donc menacés de suppression. Soit, au total, près de 1,1 million. De quoi conforter Benoît Hamon, qui estime que le travail ne se raréfie pas en raison du progrès technologique, qui ne permet pas de produire ce dont elle a besoin avec moins de travail humain nécessaire.

Rétrovision. Prudence. D'autant que l'idée d'une «réflexion de travail» est loin d'être partagée par l'ensemble des économistes. Ainsi, pour Jean Gadrey, professeur honoraire à l'université de Lille-1, les prévisions les plus pessimistes sont exagérées car elles généralisent abusivement à des secteurs entiers des cas constatés sur des segments d'activités, en fait, la machine remplace

le travail humain. Il elles osent dire que «le travail disparaît par la machine sur un argument peut être plus que compensé par des activités nouvelles». Une analyse partagée par le COE, qui évoque des «indicateurs de compensation» pouvant «atténuer, voire compenser inégalement les pertes d'emplois initiaux». Ou par les experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques, qui estiment que «bien que le nombre de nouveaux emplois directement créés par le secteur

Selon l'économiste Daniel Cohen, le clivage ne se fera pas en fonction de la qualification des gens, mais du caractère «routinier» des tâches.

des TIC (technologies de l'information et de la communication, celle-ci ne permet pas forcément de compenser complètement les emplois supprimés par ailleurs, de nouveaux emplois sont susceptibles d'apparaître parallèlement au développement des applications technologiques». Et de s'appuyer sur des études selon lesquelles «chaque emploi créé par le secteur de la haute technologie entraîne la création d'environ cinq emplois complémentaires».

Un optimisme qu'il convient de nuancer, si l'on regarde dans le rétroviseur. Car si la révolution «américaine» est nouvelle, de par son contenu, elle n'est pas la première à avoir bouleversé l'emploi. Exemple avec la désindustrialisation de l'économie, puis sa libéralisation. Entre 1980 et 2007, selon une note du Trésor, l'industrie française a perdu 1,9 million d'emplois là où le secteur des services marchands en a créé plus de 4 millions. De quoi, donc, compenser les pertes? Certes, sauf qu'en parallèle, la démographie a évolué positivement. Selon l'Insee, de 1970 à 2007, la France a bien gagné 3,5 millions d'emplois, mais la population en âge de travailler (de 15 à 64 ans) a elle, augmenté de plus de 7 millions, et la population active de 1 millions.

Comment. Sur une plus longue période, le taux d'emploi – le rapport de personnes disposant d'un emploi rapporté à la population to-

tale en âge de travailler – a bien baissé de 6,8%, passant de 72,4% en 1949 à 65,6% en 2008. Ce qui veut dire que l'emploi n'a pas augmenté aussi vite que la population. Difficile pour autant d'en déduire aucune tendance structurelle de long terme. Car, depuis 1970, ce taux est resté quasiment stable, ne baissant que de quelques points. Selon l'économiste Michel Husson, autre historien économique reconnu à l'échelle de la croissance équilibrée, les moments de forte création d'emploi (fin des années 90 avec des périodes de plus faible création (fin des années 80). Rien qui permette d'annoncer la fin du travail.

Intéressé sur France Inter, l'économiste Daniel Cohen veut croire qu'il y aura demain «un travail pour tout le monde». Reste à identifier quels emplois. Et sur ce point, il y a plutôt consensus: cette «révolution» fera des perdants et des gagnants. Or, selon l'économiste, le clivage ne se fera pas en fonction de la qualification des gens (un scénario pourtant privilégié par le COE), mais en fonction du caractère «routinier» des tâches. Résultat: ce sont les emplois intermédiaires, ceux de la classe moyenne, qui seront, selon lui, les plus touchés. D'où l'impératif de les accompagner, par la formation notamment, vers d'autres postes. Un impératif de transition qui pourrait être facilité par... l'existence d'un revenu universel.

AMANDINE CAILLOL

Le revenu universel perçu différemment à travers le monde

Selon les Néerlandais, la mesure permettrait de mettre fin aux préjugés contre les «assistés», tandis que les Suisses l'ont largement rejetée en juin lors d'un référendum.

Des États-Unis aux Pays-Bas, en passant par la Finlande ou la Suisse, le revenu universel alimente le débat public. Solution socio-classe pour lutter contre la pauvreté ou fausse bonne idée qui éloigne de l'emploi, selon les expérimentations passées, en cours et à venir d'un revenu de base garanti pour tous, transposable à notre système social et économique.

AUX ÉTATS-UNIS, EN TERRE

Quatre projets de revenu de base ont été tentés entre 1968 et 1972, à Seattle ou à Denver notamment, sous le nom de «guaranteed annual income» (revenu annuel garanti). Les résultats (voir page 2) révèlent une baisse de l'effort de travail au sein des bénéficiaires de 3% à 20% selon les familles et l'amélioration du niveau d'éducation, avec de meilleurs résultats scolaires et un allongement de la durée des études. C'est précisément ce que peut apporter un revenu de base garanti, perçu comme un outil d'émancipation qui favorise la limitation du temps de travail pour privilégier d'autres activités. Mais faute de financement et de volonté politique, les projets ont finalement été abandonnés.

EN SUISSE, REJETÉ

En juin, les Suisses ont largement voté contre (64,4%) l'idée d'un revenu universel de 220 euros par mois. Au-delà du coût financier de la mesure, évité par le Conseil fédéral à 132 millions d'euros soit 26% du PIB suisse, le débat a surtout porté sur la valeur travail dans un pays où le taux de pauvreté est inférieur à 7% et où l'état providence est relativement généreux.

EN FINLANDE, LANCÉ

La Finlande cherche des solutions pour diminuer son taux de chômage proche des 10%. Depuis le 1^{er} janvier et pour deux ans, le pays scandinave teste la mesure sur un échantillon de 2000 demandeurs d'emploi. Ils perçoivent un revenu garanti de 560 euros par mois. L'objectif n'est pas qu'une aide à l'insertion car elle continuerait d'être versée même si le bénéficiaire reprend un travail rémunéré. Le test grandeur nature coûte 7 millions d'euros, et sa généralisation reviendrait à 15 milliards d'euros par an à l'État finlandais. Parallèlement, les conservateurs sont opposés à un revenu universel et, selon plusieurs sondages, seulement 30% des Finlandais y seraient favorables. Difficile dans ces conditions de généraliser une telle mesure.

AUX PAYS-BAS, EN PENTE

Toujours sous la forme de l'expérimentation, plusieurs villes des Pays-Bas, dont Utrecht, ont lancé au 1^{er} janvier le versement d'un revenu universel de 900 euros par mois par personne seule, et de 1 300 euros par famille. Dans la quatrième ville du pays, l'expérience socio-économique concerne plus de 500 personnes, tirées au sort

parmi les 4 000 bénéficiaires du revenu minimum d'insertion. Le principe est de comparer les effets du revenu inconditionnel, qui peut être cumulé avec un salaire, avec le système classique des allocations sociales, soumises à conditions. De nombreux observateurs craignent une augmentation de la fiscalité pour financer cette aide, mais les Néerlandais sont globalement favorables à un revenu universel qui apporte plus d'égalité entre les citoyens et permet un changement de perception de ceux qui bénéficient déjà des aides sociales de l'État.

AU CANADA, EN RÉFLEXION

De 1974 à 1979, le Canada a tenté dans l'état du Manitoba un revenu universel via le programme «Mincome». Dans la ville de Dauphin, l'expérimentation portait sur 10 000 personnes, et les effets constatés furent bénéfiques en termes de santé et d'éducation. Le revenu de base a entraîné une diminution de 8,5% des hospitalisations et, comme aux États-Unis, a libéré du temps pour permettre aux bénéficiaires d'obtenir une formation professionnelle ou d'allonger la durée des études. En effet, le revenu de base offre la possibilité de se lancer plus facilement dans une activité dont le montant du salaire est incertain. Le projet a été arrêté, mais il est en passe d'être relancé. L'Ontario réfléchit quant à lui depuis février 2016 à distribuer une somme fixe mensuelle en remplacement des allocations d'État. Dans le fond, le Premier ministre du Québec a lui aussi annoncé la mise en place d'un «chèque de réflexion autour de l'État», tout comme le gouvernement fédéral, dirigé par le libéral Justin Trudeau.

GUILAUME REUGE

EDITORIAL

Par LAURENT JOFFROY

Cœur net

Inépuisable gauche française... La veille lancée dans un débat acerbe sur le «revenu de base», agitant symboles et arguments à l'exportation, nous tenons compte des discussions qui ont eu lieu depuis au moins trente ans dans plusieurs pays. Le «revenu de base» a d'abord été fondement philosophique et moral, dans les sociétés riches, il est insupportable qu'une partie des citoyens, quelle qu'elle soit, la raison, vive avec un revenu de moins. L'utopie concrète est bien celle-là: comme membre de la communauté humaine, comme souffrant de la planète, tout citoyen a le droit de vivre avec des moyens décentes. Limite, modeste, mais décente. Telle est la perspective ouverte par le revenu de base, véritable espérance avec des institutions comme le RSA, ou le smic. Certains lui opposent le grand péché idéologique: certains libéraux pensent aussi du revenu de base. Vade retro! Ou plutôt de préciser que le projet libéral, proposé à l'époque par Milton Friedman, repose sur une privatisation générale du social, et n'a donc pour l'essentiel rien à voir avec les propositions discutées à gauche. D'autres parlent de réajustement du chômage, ou bien des vertus de l'État: qu'on subventionnerait à sa façon, d'autres encore de ces femmes qu'on voudrait renvoyer à la maison. Or les expérimentations conduites jusqu'à présent réfutent la plupart de ces arguments. Ces expériences sont limitées? Ou alors elles sont en cours, par exemple aux Pays-Bas? Alors il est un moyen tout simple d'en avoir le cœur net: conduire une expérience ici et maintenant, en France, dans une ville moyenne, en grandeur nature pragmatique, de toute manière, le coût d'une mise en place nationale est pour l'instant hors d'atteinte. Et attendant les résultats de cet essai, on pourrait étendre et évaluer les minima sociaux. Ensuite, on pourrait discuter... Mais ce serait faire preuve de pragmatisme. Hameur!



MARIE-ANNE DUARIET
SOCIOLOGUE DU TRAVAIL
ET DES ORGANISATIONS

«L'emploi doit-il rester une institution centrale, bien qu'il fasse défaut?»

La première socialisme met en scène un débat sur la place du travail dans notre société: alors que Valls et Montebourg (qui entendait «améliorer le travail») à l'instar de la droite et de Mélenchon, «réaffirment son importance comme pilier de notre société. Il n'y a pas d'alternative», dit-il. L'hypothèse qu'il faut repenser la solidarité sous la supposition de la «raréfaction» du travail. Les premiers proposent de réguler l'emploi et les conditions de travail. Le second plaide pour la reconnaissance

de nos activités hors emploi et pour une solidarité sociale qui se détache du salariat, avec le revenu universel. Cette question a donné lieu à de nombreux échanges et prises de position chez les sociologues depuis les années 90. Nous proposons en retour trois idées. Premièrement, elle est fondée sur une incertitude électorale: parle-t-on de «disparition» ou de la raréfaction de l'emploi? L'emploi et le travail ne sont pas synonymes: on peut avoir un em-

ploi sans avoir d'activité (arrêt maladie, placardisation...). Au-delà de l'emploi, nous réalisons maintes activités créatives, productives, nécessaires à la vie, qui sont reconnues et récompensées dans des rapports sociaux: activités domestiques, bénévoles, artistiques, sexuelles, écologiques, d'aide aux personnes dépendantes, de formation... Se pose alors la question du statut et de la reconnaissance sociale que l'on souhaite leur donner. Deuxièmement, le débat soulève la question de savoir si l'emploi doit (ou non) rester le point central de référence dans la société. En effet, le salariat en France est à la fois le principal moyen de vivre, par le revenu qu'il génère mais aussi pour les protections sociales qui lui sont attachées. Il est aussi la voie actuellement privilégiée pour se constituer une identité sociale et se réaliser dans son activité. Cette centralité matérielle, sociale et psychique de l'emploi est questionnée. L'insécurité – ou l'absence de visibilité – des gouvernements successifs à régler la question du chômage crée une hypocrisie sociale majeure: jusqu'où peut-on déconstruire continue-t-on à dire qu'il faut un emploi pour vivre, tout en en privant un co-

ré sur cinq? Troisièmement, ce débat soulève la question de savoir si le travail est et doit être une «valeur» sociale. Mais, parle-t-on alors de sa valeur morale (comme dans certaines religions) et systèmes politiques totalitaires du XX^e siècle), de sa valeur économique (et alors pour le bénéfice de qui?) ou bien de ce que vaut ce qu'il produit? Ces questions sont sensibles à un moment où la valeur marchande du travail (le salaire) étouffe au profit de la rémunération du capital, et où maints travailleurs s'interrogent sur l'utilité sociale et écologique de ce qu'on leur demande de faire dans le cadre de leur emploi. La question politique qui est soulevée par ce débat est de savoir si l'emploi doit rester une institution centrale dans notre société. Bien qu'il fasse défaut et alors qu'existent plethores d'activités vitales, utiles ou tout simplement belles à réaliser. La raréfaction de l'emploi, l'explosion des inégalités, le travail salarié trop souvent abusé, pressuré ou pathologique, comme la critique écologique de l'hyperconsommation, invitent à penser autrement les rapports entre emploi, activité, utilité sociale et distribution de la richesse, en ce début de XXI^e siècle. ➤